

# Tunnel du Rove : Ségolène Royal veut accélérer le processus

La ministre a missionné deux inspecteurs généraux, qui viennent de rencontrer les élus

D'un côté, l'étang du Bolmon et l'étang de Berre. En mauvais état. De l'autre, la mer, au niveau de l'Estaque. En meilleur état. Au milieu, le tunnel du Rove, de sept kilomètres de long, obstrué par un éboulement depuis le 16 juin 1963.

Depuis bientôt vingt ans, la réhabilitation complexe de l'étang de Berre, et surtout de sa partie Sud, plaide pour sa réouverture. Pas à la circulation des bateaux, mais à celle de l'eau de mer qui, via un système de pompe, serait puisée côté Marseille, avant de rejoindre le Bolmon, puis l'étang.

Mais ce système de pompage, imaginé depuis des années, en est encore au stade des études. La première, rendue l'automne dernier par le cabinet "Egis", a fait bondir élus et associations: d'un coût dépassant les 30 millions d'€, il avait été jugé disproportionné. Depuis, le sous-préfet d'Istres a mené d'autres réunions, via le comité de pilotage qu'il préside, qui ont permis de proposer des solutions moins coûteuses.

Alors que les 31M€ correspondaient à un débit de 20 m<sup>3</sup>/secondes, deux autres débits sont possibles, l'un de 4 m<sup>3</sup>/secondes et l'autre de 10, aux coûts respectifs de 13 et 21M€.

C'est pour déterminer le meilleur scénario que Ségolène



Ce document fourni par le Gipreb détaille la partie Sud de l'étang qui recevrait de l'eau de mer via le tunnel.

Royal a envoyé deux inspecteurs généraux auditionner les services de l'État, élus, associations et spécialistes, comme le Gipreb. La ministre de l'Environnement considérerait qu'il faut désormais "avancer au plus vite", et accélérer un dossier "qui a trop tardé".

Chacun pousse maintenant vers la solution qu'il privilégie.

Comme de nombreuses associations, et en particulier la coordination "Etang marin", managée par Bernard Niccolini, le Gipreb a pris position: "Dès 2002, rappelle l'institution, le Gipreb était convaincu que des débits de 4m<sup>3</sup>/seconde seraient insuffisants pour produire des effets significatifs sur les trois masses d'eau." Le Gipreb

estime même qu'il s'agit d'une "pseudo-solution", qui permettrait "une amélioration de la situation de l'étang de Bolmon, mais certainement pas d'effets sur l'étang de Berre."

Le Gipreb milite donc clairement pour "le transfert de débits d'a minima 10m<sup>3</sup>/seconde". "Ils doivent être prévus dès l'engage-

ment des travaux, précise-t-il, avançant même "que des économies doivent encore être recherchées sur la réalisation des travaux, les technologies mises en œuvre", etc.

Le Gipreb sera-t-il entendu par Ségolène Royal? Les inspecteurs généraux ont en tout cas entendu ses arguments, comme ils ont auditionné les services de l'État, le préfet comme le sous-préfet, ou encore les services du Grand Port maritime. Les trois solutions techniques ayant chacune leurs avocats et leurs détracteurs, un consensus se dégagera-t-il enfin à l'issue de cette mission d'inspection? Rien n'est encore sûr, élections politiques aidant, mais le rapport des deux ingénieurs missionnés par la ministre pourra au moins permettre de faire un nouveau point d'étape. Et d'envisager de lancer une première expérimentation... Puisqu'il s'agit bien de cela: dans un premier temps, la solution préconisée aura des effets qu'il faudra encore étudier.

De son côté, le député Jean-Pierre Maggi (dvg) de Salon a appelé à "la mobilisation de tous les acteurs concernés", et "ainsi renforcer la crédibilité de la candidature de l'étang à une inscription au patrimoine mondial de l'Unesco", portée par le député de Martigues, Gaby Charroux.

Éric GOUBERT

## Les acteurs concernés

C'est en avril 2003 que Roselyne Bachelot, ministre de l'Écologie, s'était positionnée en faveur du retour à la "courantologie" dans le tunnel du Rove.

Aujourd'hui, c'est le Grand Port maritime de Marseille, via le service annexe des voies navigables, qui a été désigné comme maître d'ouvrage. Le maître d'œuvre choisi par le GPMM est le cabinet "Egis eau et infrastructure", qui a mené les études conduisant aux propositions de travaux réparties en trois scénarios (lire par ailleurs).

Au niveau du financement, trois partenaires sont identifiés: l'agence de l'eau (50%), le Conseil départemental (25%) et le Conseil régional (25%). Les travaux consistent à construire une station de pompage au sud de l'éboulement, afin "d'envoyer" de l'eau de mer dans le Bolmon.

FONGECIF

744339

## Et si votre avenir professionnel était encore devant vous !



**Impression de stagnation? Envie d'aller voir ailleurs si l'herbe est plus verte? Interrogations diverses sur le sens de votre vie professionnelle et le niveau réel de vos compétences? Vous avez le bon profil pour taper à la porte du Fongecif Paca et faire le point, anonymement et gratuitement, avec ce généraliste reconnu de la formation professionnelle continue.**

Gérard Goron, directeur du Fongecif Paca, va droit au but : « Nous devons faire preuve d'un grand sens pédagogique pour que la population appréhende mieux les enjeux de la formation continue, sujet sur lequel beaucoup de fausses idées circulent ». Dans cette optique, il est d'abord essentiel de rappeler ce qu'est vraiment le Fongecif. Il a pour mission principale d'informer et d'accompagner tous les actifs (salariés ou non) dans leurs changements professionnels, qu'il s'agisse de reconversion ou d'évolution dans le métier. « Il est important que tout le monde sache que cette mission de Conseil en Evolution Professionnelle (CEP) est gratuite et confidentielle, qu'elle s'adresse à tous quel que soit le statut, l'âge ou la fonction », prolonge le

directeur. Le Fongecif se présente comme un « généraliste de la formation professionnelle continue », habilité à financer tous dispositifs de formation professionnelle connus vers les salariés et les demandeurs d'emploi : Congé Individuel de Formation (CIF), bilan de compétences, validation des acquis de l'expérience.

### Passer de l'envie à la réalité

En 2016, le Fongecif a accompagné 8168 personnes et financé 5677 parcours de transition professionnelle. Présent sur les principaux réseaux sociaux ainsi que dans 19 lieux d'accueil dans la région, le Fongecif PACA développe une offre de services étendue, adaptable et de proximité. « Notre approche de la formation professionnelle continue repose sur des valeurs humaines. Les personnes qui se présentent chez nous ont des attentes plus ou moins précises, nous essayons de les concrétiser en partant à la fois de la réalité du marché du travail mais aussi des dispositifs de formation disponibles pour atteindre cet objectif. Cette relation de réciprocité passe par un accompagnement permanent, où la personne n'est jamais abandonnée à mi-chemin. Beaucoup d'entre elles nous disent que cette

proximité leur a permis d'aller au bout de leur projet de reconversion ». Cette dernière peut prendre diverses formes, comme l'intégration d'une nouvelle entreprise dans le cadre d'un nouveau métier ou encore la création de sa propre entreprise. « 10 % des personnes en congés formation finissent par créer leur propre emploi. Et 57 % d'entre eux sont toujours en exercice 5 ans après ce virage professionnel. Ce niveau de réussite en Paca est l'un des plus élevés en France et nous en sommes fiers », se réjouit Gérard Goron.

### Poser ses valises le temps de faire le point

Le grand principe du Fongecif est de ne pas « prescrire » l'avenir des personnes que l'organisme reçoit à leur place, tout est co-construit. « Entre elles et nous, un pacte de confiance s'installe. Notre objectif est d'éclairer leur choix, non de le déterminer à leur place. Par exemple, certains disposent de compétences qu'ils ne jugent pas transférables dans un autre contexte professionnel. Nous faisons en sorte de changer ce regard négatif qu'ils ont sur eux-mêmes ». Le Fongecif Paca refuse la « culture du chiffre », la formation pour la formation. Il y a le marché de l'emploi, les secteurs en tension et les désirs de reconversion, « ces trois domaines doivent converger ». Pour ouvrir les portes du possible, Gérard Goron assure que le Fongecif va multiplier les opérations de communication. « Nous avons lancé en 2016 un CEP Tour (CEP pour « Conseil en évolution Professionnelle ») dont les retours ont été positifs et que nous allons reprogrammer en 2017. Nous sommes sortis de nos murs, sommes allés à la rencontre des gens dans la région et nous avons réalisé, au final, plus de 600 entretiens individuels pendant trois semaines dans un bus aux couleurs du CEP. Changer de métier, faire le point sur sa vie professionnelle peut être déterminant pour l'épanouissement de tous. Le contexte économique est stressant, les personnes ont souvent le sentiment qu'elles doivent prudemment rester sur leurs acquis. Mais il n'est pas interdit de poser un peu ses valises, gratuitement et anonymement. Ça peut donner de belles idées pour le futur », conclut le directeur. Chiche ?

